

« La destruction du système de santé à Gaza », Dr. Lina Qasem Hassan, Médecins pour les droits humains – « Eyes on Gaza », 7.7.2025

Introduction

Bonjour à toutes et à tous, et bienvenue à « Eyes on Gaza », notre rendez-vous quotidien mêlant protestation et apprentissage. Aujourd'hui, nous avons l'honneur d'accueillir la Dre Lina Qasem Hassan, médecin de famille originaire de Tamra et présidente de l'organisation Médecins pour les droits humains – Israël. Elle va nous parler de l'effondrement du système de santé à Gaza. Son intervention durera environ huit à dix minutes, après quoi nous laisserons un temps pour une courte discussion. Si vous avez des questions, vous pouvez les écrire dans le chat pendant ou après son intervention — je me chargerai de les lire. Lina, un grand merci d'être parmi nous aujourd'hui.

Conférence

Bonjour à toutes et à tous, et merci pour votre invitation et pour l'initiative « Eyes on Gaza » — une plateforme essentielle et plus que jamais nécessaire. Il est difficile, voire injuste, de me demander de traiter un sujet d'une telle ampleur en seulement dix minutes. Il y aurait tant à dire sur l'état actuel du système de santé à Gaza. Je souhaite commencer par un court texte écrit par mon collègue Salah Haj Yahya, responsable du programme de clinique mobile chez « Médecins pour les droits humains ». Jusqu'à récemment, nous nous rendions à Gaza tous les deux mois pour fournir une assistance médicale et former les équipes locales. C'est ainsi que nous avons appris à connaître, de l'intérieur, le système de santé gazaoui bien avant le 7 octobre. Déjà à l'époque, il faisait face à une crise chronique : manque cruel de personnel, impossibilité de sortir de Gaza pour se former, pénurie de médicaments et d'équipements médicaux essentiels. Mais tout cela n'est rien comparé à la situation actuelle.

Salah a écrit : « La semaine dernière, Israël a bombardé la maison du Dr Marwan al-Sultan, tuant ce dernier ainsi que sa femme, sa fille, son gendre, sa sœur et sa nièce. Selon les témoignages, les corps arrivés à l'hôpital étaient méconnaissables. Dix-sept personnes ont péri dans cette frappe. Nous connaissions le Dr al-Sultan. Nous l'avions rencontré lors de plusieurs missions médicales à Gaza. La dernière fois, c'était en juillet 2023, à l'Hôpital Indonésien, qu'il avait contribué à fonder, à diriger et à défendre toute sa vie. Je m'étais longuement entretenu avec lui. Un homme calme, bienveillant, humble, totalement dévoué à ses patients et à sa mission. Le Dr al-Sultan était l'un des plus grands cardiologues de Gaza, spécialiste en médecine interne, et l'un des deux seuls cardiologues présents dans la région nord de l'enclave. Titulaire de deux certifications jordaniennes, il enseignait à l'université islamique et siégeait dans un conseil régional de spécialistes. Il formait les jeunes médecins à la cardiologie interventionnelle et supervisait les examens de certification. Après la destruction de sa maison lors d'une frappe précédente, il s'était installé ailleurs — mais lui et sa famille ont à nouveau été délibérément ciblés. Selon son collègue, le Dr Munir al-Bursh, « On n'a pas seulement tué un médecin. On a assassiné un scientifique. Ce n'était pas une erreur. Il a été visé. C'était le cardiologue le plus expérimenté de Gaza. Il n'en reste plus qu'un seul dans tout le nord. » Le Dr al-Sultan n'a jamais quitté l'Hôpital Indonésien, même sous les bombardements. Lorsque l'hôpital a été frappé et mis hors service, les patients ont été transférés vers les hôpitaux Kamal Adwan et al-Awda. À chaque fois, lui et son équipe reconstruisaient à partir de rien — lits, matériel, tout ce qu'ils pouvaient — pour garantir un minimum de soins. Même après la fermeture de l'hôpital, il a continué à soigner les patients dans des structures improvisées, dans des quartiers comme Shuja'iyya ou Sheikh Radwan — parfois dans des maisons privées, des centres communautaires, ou n'importe quel bâtiment susceptible d'être transformé en lieu de soins. Malgré les évacuations constantes, il n'a jamais ôté sa blouse blanche. »

Depuis le début de la guerre, plus de 1 580 professionnels de santé ont été tués à Gaza. D'autres ont été arrêtés, torturés ou exécutés. Le système de santé ne s'est pas seulement effondré : il a été

méthodiquement démolit. Les responsables sont les planificateurs, les commandants, les exécutants — et ceux qui gardent le silence. L'histoire du Dr al-Sultan illustre la nature délibérée de l'attaque contre les infrastructures médicales de Gaza dès les premiers jours de la guerre. Cette destruction ne relève pas de dommages collatéraux : elle s'inscrit dans la mécanique plus large du génocide — aux côtés des bombardements, de la famine et du déplacement. Israël l'a compris dès le départ : sans système de santé, la population ne peut survivre. Le système est donc devenu une cible.

Depuis le 7 octobre, nous avons observé des schémas répétitifs et sans précédent : attaques directes depuis la terre, la mer et les airs ; invasions militaires d'hôpitaux ; blocus empêchant l'accès aux médicaments, à la nourriture, à l'eau, au carburant et à l'électricité, rendant les établissements de santé inopérants. Puis sont venues les prises d'assaut directes : Al-Shifa, Al-Awda, Kamal Adwan, l'Hôpital Indonésien, Nasser, et d'autres encore. Des membres du personnel soignant ont été assassinés de manière ciblée. Aujourd'hui, à Gaza, être médecin revient à signer sa condamnation à mort. Les maisons sont bombardées, les médecins sont arrêtés ou exécutés pour la seule raison d'exercer leur métier. La Dre Alaa al-Najjar Nasser a perdu son mari et neuf de ses enfants dans une frappe. Quinze secouristes ont été abattus alors qu'ils tentaient de sauver des vies. Des médecins sont arrêtés uniquement parce qu'ils sont médecins. Nous avons recueilli des témoignages de personnels médicaux arrêtés lors d'évacuation. Une fois identifiés comme médecins, ils étaient extraits et détenus. Être médecin est devenu un motif suffisant pour être torturé. Certains, comme les Dr Adnan al-Bursh et Dr Iyad al-Rantisi, sont morts sous la torture en détention israélienne.

Voici les chiffres : 720 établissements de santé attaqués ; 1 580 membres du personnel médical tués ; 360 médecins arrêtés, dont 180 toujours détenus ; 186 ambulances détruites. Et ce n'est qu'un aperçu : Israël refuse de publier les données complètes. En mai 2025, 47 pour cent des médicaments essentiels étaient indisponibles à Gaza ; 65 pour cent des consommables médicaux de base manquent. Sur 1 006 produits médicaux critiques, 649 sont introuvables. Parmi eux, 100 pour cent des équipements de chirurgie cardiaque ; 87 pour cent des outils de chirurgie orthopédique ; 86 pour cent des équipements ophtalmologiques ; 57 pour cent du matériel de dialyse. C'est une catastrophe humanitaire. Le ministère de la Santé de Gaza estime à plus de 56 000 le nombre de morts directs causés par les frappes — soit 2,5 pour cent de la population — avec une moyenne de 90 morts par jour, dont 28 enfants et 15 femmes. Des experts estiment que le nombre total de décès, y compris les morts indirectes dues à l'effondrement du système de santé, à la pénurie d'eau potable, à la malnutrition ou à des maladies non soignées, pourrait atteindre 180 000 à 200 000. Des malades cardiaques, des patients atteints de cancer ou d'insuffisance rénale meurent dans l'attente d'une évacuation. Depuis la prise de contrôle du poste frontière de Rafah par Israël en mai 2025, les évacuations médicales ont cessé. Les gens meurent en attendant d'être soignés. Un chiffre édifiant : l'espérance de vie à Gaza est passée, en un an, de 75 à 41 ans.

Au-delà des morts, des milliers de survivants vivent avec des handicaps permanents. Plus de 4 000 enfants ont perdu au moins un membre, faisant d'eux le plus grand groupe d'enfants amputés de l'histoire moderne. Aujourd'hui, moins de 17 des 38 hôpitaux de Gaza fonctionnent, et seulement partiellement. Le nombre de scanners a chuté de 19 à 7. Il ne reste aucun appareil IRM opérationnel. Les laboratoires de pathologie et d'analyses sanguines sont quasi inexistantes. La capacité diagnostique est presque nulle.

Je tiens aussi à souligner les conséquences spécifiques que subissent les femmes. L'effondrement du système de santé, combiné aux déplacements forcés et au siège, a entraîné des effets catastrophiques. En mai 2025, on estimait à 50 000 le nombre de femmes enceintes sans accès à un suivi prénatal ni à un accouchement sécurisé. Plus de 130 bébés naissent chaque jour dans des conditions insalubres, sans matériel stérile ni personnel formé. Les naissances prématurées, les fausses couches et les bébés de faible poids sont en forte augmentation, en lien avec le traumatisme, la malnutrition et l'absence de traitements. Il s'agit d'une attaque systémique contre la santé reproductive. Les femmes sont privées de contraception, de toute autonomie sur leur propre corps. Ce n'est pas une conséquence fortuite, c'est le résultat prévisible d'une politique systématique et délibérée. Selon le droit international, infliger des souffrances physiques ou mentales à un groupe

donné — en particulier lorsque les femmes en sont disproportionnellement affectées — constitue une violation claire de la Convention sur le génocide.

Et tout cela se déroule dans un silence assourdissant de la communauté médicale israélienne. Les médecins en Israël savent ce qui se passe à Gaza — à 90 minutes de Tel-Aviv — et ne disent rien. Lorsque l'hôpital Soroka en Israël a été touché, cela a immédiatement été qualifié de crime de guerre, à juste titre. Les hôpitaux sont protégés par le droit international. Mais entendre des responsables comme Itamar Ben Gvir [le ministre de la Sécurité nationale en Israël] parler de crimes de guerre tout en ignorant la destruction massive des hôpitaux de Gaza est insupportable. Le silence — voire la complicité — des institutions médicales israéliennes est accablant. Certaines soutiennent ouvertement la politique de guerre. D'autres préfèrent détourner les yeux. Être médecin aujourd'hui dans un tel système est profondément déchirant.